

AVIS DE LA REGION OCCITANIE SUR LE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES D'OCCITANIE

Les remarques ci-après sont fondées sur le SRADDET dans tous les domaines qui concernent directement ou indirectement l'activité des carrières

1- En matière d'économie circulaire et de ressources

Lors de l'Assemblée plénière du Conseil Régional du 24 mars 2017, la Région a fait le choix d'inscrire l'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) dans une démarche globale s'appuyant sur une trajectoire « Zéro déchet zéro gaspillage ».

Au-delà de sa compétence de planification sur les déchets, la Région accompagne la prévention et la gestion des déchets dans une logique d'économie circulaire et sobre en ressources, en soutenant des projets exemplaires et en mobilisant l'ensemble des politiques sectorielles pour :

- Promouvoir une utilisation efficace des ressources du territoire ;
- Mettre en œuvre un programme d'actions ambitieux en faveur de l'économie circulaire (PRAEC) pour une meilleure compétitivité et attractivité du territoire ;
- Développer l'économie en faveur de l'innovation organisationnelle (économie sociale et solidaire) ou technologique (nouvelles filières) ;
- Favoriser l'emploi local de proximité (nouveaux services, économie de la fonctionnalité, boucles locales).

Le PRPGD a été adopté par l'assemblée plénière du Conseil Régional du 14 novembre 2019. Il est aujourd'hui inclus dans le volet déchets du SRADDET.

Le plan fixe des objectifs de prévention et de valorisation des déchets inertes du BTP, déclinant les objectifs nationaux de la loi TECV :

Objectifs de prévention :

Pour les déchets inertes du BTP, le plan prévoit une **stabilisation** à 2025 et 2031 de l'estimation quantitative des déchets inertes du BTP au niveau de 2015 (soit 10,6 millions de tonnes) malgré les perspectives de reprise de l'activité économique du BTP grâce à la mise en œuvre des 3 actions prioritaires :

- éviter l'exportation hors chantiers de matériaux inertes excavés en optimisant l'équilibre des déblais-remblais des projets,
- favoriser la réduction des quantités de déchets dans les chantiers mais aussi leur réemploi et leur réutilisation
- réduire la nocivité des matériaux utilisés et des déchets produits ;

Objectifs de valorisation :

L'objectif porte sur une valorisation de 80% des déchets inertes en sortie de chantier à partir de 2025. Cette augmentation du niveau de valorisation se traduit notamment par la réutilisation ou le recyclage de la totalité des matériaux géologiques naturels excavés et des déchets des routes mais aussi par l'amélioration du tri des déchets inertes en mélange en vue de leur recyclage.

Cela se traduira également par une augmentation des matières premières secondaires disponibles pour les ouvrages. L'accroissement de la demande en matériaux recyclés (permettant des pratiques de construction plus économes en ressources) est une condition indispensable à l'obtention de cet objectif de valorisation, rendant ainsi ces gisements compétitifs.



Le gisement « non tracé » devra diminuer de moitié à l’horizon 2025 puis disparaître en 2031. La destination de l’ensemble des tonnages sera connue par l’amélioration de la traçabilité et son suivi par l’observatoire régional des déchets et de l’économie circulaire (ORDECO).

Le plan régional d’action pour l’économie circulaire (PRAEC), construit à partir d’un travail collectif, a mis en exergue les deux actions phares suivantes concernant la filière du BTP :

- « **développer les pratiques de déconstruction, réemploi/recyclage dans le BTP** »
- « **accompagner les industriels dans l’utilisation des matières premières de recyclage** ».

En ce sens, la Région accompagne les différents acteurs de la filière via un appel à projets lancé en 2019 visant à favoriser l’économie circulaire dans le BTP, la création d’un réseau régional des achats durables RES’OCC afin d’encourager une commande publique et privée durable, l’accompagnement de la structuration de filières professionnelles de réemploi de matériaux et matériels de construction et d’aménagement, le soutien à des démarches de valorisation du granulat de recyclages...

Concernant le SRC,

Le SRC a été élaboré dans le cadre d’un partenariat large s’appuyant sur différentes instances de travail permettant des échanges réguliers et de qualité. Le SRC a été lancé en mai 2018 et a réuni au moins une fois par an, le comité de pilotage composé de 111 membres.

Le SRC a été élaboré sur la base d’un scénario prospectif ciblant les objectifs fixés par le PRPGD en matière de prévention, gestion et valorisation des déchets inertes du BTP. La valorisation des ressources secondaires est un des points stratégiques du SRC pour aller vers une utilisation rationnelle et économe de la ressource primaire. Elle est ciblée à travers l’orientation 2, consacrée à « Favoriser le recours aux ressources secondaires et matériaux de substitution » (p. 341 du résumé non technique).

Le SRC s’appuie sur les objectifs du PRPGD et retient une ambition forte concernant le développement de l’usage des matériaux de recyclage comme mentionné dans l’orientation 2 « favoriser le recours aux ressources secondaires et matériaux de substitution » incluant 6 objectifs assortis de 18 mesures.

Au-delà des obligations légales, le SRC propose la mise en place d’une instance de gouvernance neutre (orientation 6) ainsi que la création d’un observatoire des matériaux. La Région pourra contribuer à alimenter cet observatoire en partageant les données de suivi du PRPGD/volet déchets du SRADDET sur les matériaux secondaires issus du recyclage.

Le projet de SRC :

- **est cohérent avec les objectifs et orientations du volet déchets du SRADDET/PRPGD ;**
- **est ambitieux en terme de mesures d’accompagnement pour le développement de la filière de matériaux de recyclage ;**
- **propose des orientations qui respectent pleinement le PRAEC sur la filière BTP et les matières secondaires de recyclage.**

La mise en œuvre du volet déchets du SRADDET/PRPGD et le déploiement du PRAEC, en cohérence avec le SRC, combinés avec les obligations

réglementaires des différents acteurs du BTP notamment, devraient permettre de généraliser les bonnes pratiques.

Il est également important de prendre en compte les engagements pris par la filière du BTP, même si ces derniers doivent être actualisés.

Enfin, il s'agit de respecter la hiérarchie des modes de traitement pour les déchets inertes n'ayant pas été réemployés, réutilisés ou recyclés sur chantiers, le PRPGD préconise que les capacités de remblayage des carrières puissent être exploitées au maximum dans le cadre du statut carrières dans le respect du Code de l'Environnement et du SRC.

2- En matière de biodiversité

Située au carrefour de quatre domaines bioclimatiques, la région Occitanie se caractérise par une diversité importante de milieux et de paysage. Ces caractéristiques ont permis le développement d'une diversité biologique très riche, et d'intérêt patrimonial à l'échelle française voire mondiale : elle intègre une partie du bassin méditerranéen, celui-ci faisant partie des 34 « points chauds » de la biodiversité identifiés dans le monde. La Région Occitanie est ainsi un territoire stratégique en matière de préservation et de conservation des habitats et espèces.

Pourtant, un déclin de la biodiversité est observé depuis plusieurs années au niveau national. Plus de 17% des espèces sont ainsi considérées comme menacées en France par l'UICN. La principale cause de cette érosion est connue, il s'agit de l'artificialisation des sols.

La Région Occitanie est un territoire attractif, qui connaît une croissance démographique forte. Cela implique de proposer des logements, des infrastructures de transports, des activités économiques qui sont susceptibles d'engendrer une perte d'habitat et une fragmentation des espaces

Face à ce constat, la Région et ses partenaires se sont mobilisés afin de co-construire la Stratégie régionale pour la Biodiversité (SrB). Les acteurs des secteurs extractifs (UNICEM notamment) se sont mobilisés afin d'engager le zéro perte nette de biodiversité. Deux défis sont particulièrement en lien avec le SRC :

- Défi 1 : réussir le zéro artificialisation nette à l'échelle régionale d'ici à 2040 ;
- Défi 3 : construire un modèle de développement sans pollution et à faibles impacts sur la biodiversité.

Concernant le SRC,

La mise en place du SRC doit permettre d'assurer une meilleure prise en compte de la biodiversité par carrières et faciliter l'établissement de pratiques plus respectueuses et cohérentes grâce au partage et à la généralisation des pratiques vertueuses au sein de la filière. En ce sens, le SRC doit être en mesure de répondre aux enjeux définis dans la Stratégie régionale pour la Biodiversité.

D'une manière générale, il est regrettable que le SRC Occitanie ne soit pas plus ambitieux en matière de prise en compte et d'intégration de la biodiversité par les exploitants de carrières et les fédérations professionnelles. Les orientations, objectifs et mesures proposées dans le SRC relèvent principalement du cadre réglementaire existant. En effet, les carrières peuvent être créatrices de biodiversité, si et seulement si les carriers sont formés et informés (sur les habitats et espèces) tout au long de la phase d'exploitation. La mobilisation d'un écologue comme mesure d'accompagnement est ainsi

indispensable pour permettre aux carriers de préserver la biodiversité et en faire une force dans leurs projets de réhabilitation.

S'agissant de l'intégration du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), le SRC met en évidence la **nécessité d'une préservation des réservoirs** dans le cadre de l'implantation des nouvelles carrières. Cette mesure est en effet essentielle mais reste limitée à une recommandation (objectif 3.1) qu'il conviendrait donc de reformuler afin de lui donner un caractère plus prescriptif. Par ailleurs, il est **important d'inclure dans les objectifs du SRC et d'encadrer l'installation de nouvelles carrières ainsi que l'extension des carrières au sein des corridors écologiques**. Ces espaces, souvent sans statut réglementaire, sont essentiels et une rupture de continuités écologique peut avoir des effets sur la biodiversité.

S'agissant de la séquence ERC, le SRC rappelle bien la nécessité **de respecter l'ordre de cette séquence en favorisant le E et R**. La mesure 3.5.1, qui encourage les exploitants à mettre en place des suivis écologiques, va dans ce sens. Un caractère plus prescriptif est attendu avec la mise en place d'un suivi écologique par un écologue durant toutes les phases de vie des carrières et ce quel que soit l'enjeu de la zone. Cette prise en compte permanente/ régulière de la biodiversité doit permettre aux carriers d'assurer une remise en état bénéfique à la biodiversité (comme cela est noté en P21 du résumé non technique). La notion de « contrainte » inscrite en P49 dans la colonne « incidences positives » du résumé non technique est contradictoire. Par ailleurs, les incidences négatives identifiées dans le même tableau ne le sont pas au regard des impacts des carrières sur la biodiversité mais à l'inverse et ne répond donc pas aux attentes de l'analyse des effets du SRC sur l'environnement présenté en p42.

Les mesures de réduction proposées dans le SRC sont cohérentes. Il pourrait être attendu une mesure proposant la défavorabilisation du site en amont des travaux afin d'éviter toute implantation d'une espèce bénéficiant d'un statut de protection notamment.

Les mesures de compensation ne sont présentées que dans le contexte d'un impact sur un espace agricole ou forestier et sur les filières associées. En ce sens, le SRC propose une concertation du monde agricole et sylvicole en cas de compensation écologique. La mobilisation des acteurs de l'environnement et d'écologues doit être ajoutée et ce afin d'assurer la bonne compatibilité des mesures au regard des enjeux écologiques compensés. Le paragraphe en P64 du résumé non technique, laisse à penser que la compensation écologique devra être adaptée aux exigences agricoles et sylvicoles ce qui n'est pas exact. En effet l'objectif premier de cette compensation sera d'assurer le maintien des espèces et habitats, une intervention agricole ou sylvicole peut être utile mais selon un cahier des charges strictes. Le SRC devrait également promouvoir auprès des exploitants de carrières et des fédérations professionnelles la mise en œuvre d'Obligation Réelle Environnementale (ORE) sur les parcelles en compensation ainsi que l'achat du foncier plutôt que la contractualisation avec rétrocession des parcelles à un gestionnaire acteurs. Enfin, des mesures d'accompagnement auraient pu être proposées en complément pour renforcer l'efficacité de la séquence.

Remarques et informations nécessitant une prise en compte :

Résumé non technique

P43 – il est sous-entendu dans « incidence positive » une incidence permettant une amélioration ou non-dégradation. L'absence de dégradation ne peut être comprise

comme une incidence positive du projet. Elle doit être alors considérée comme « incidence neutre ».

P48 – objectif 3.1 la recommandation de la prise en compte des zones à enjeux écologiques semble faible notamment des corridors écologiques. Le SRC devrait imposer cette prise en compte.

P48 – Objectif 3.3 le maintien des terres agricoles est en effet essentielle. Il convient de ne pas limiter les études d'impacts aux seuls secteurs à fort enjeux mais bien à l'ensemble des secteurs. Par ailleurs, la consommation d'espace agricole impose d'engager la séquence ERC agricole et le cas échéant une compensation agricole afin de soutenir les filières impactées.

Etat des lieux et analyse des enjeux

S'agissant des enjeux écologiques, il semble important d'identifier les secteurs zones humides, milieux ouverts, milieux rocheux et vieilles forêts en niveau 1 au sein du SRC.

Orientations, objectifs et mesures

P35 – les mesures de compensation écologiques ne sont pas toutes compatibles avec le maintien d'une activité agricole. Il conviendrait ainsi de modérer les propos de la mesure 3.3.1. L'activité agricole peut, dans certains cas, accompagner une mesure compensatoire écologique mais cela nécessite de prendre en compte les besoins des espèces et/ou habitats.

P40 – la mesure 3.5.1 du SRC devrait imposer la mise en place de suivi écologique sur les niveaux 1, 2 et 3. Ces suivis sont essentiels puisque garants du respect des règles en matière de biodiversité.

Il serait utile d'ajouter une mesure supplémentaire visant à favoriser la mise en œuvre de mesures d'accompagnement (en plus des mesures ERC) auprès des exploitants de carrières et des fédérations de professionnels.

3- En matière de gestion de l'eau et des risques

La création de carrières ou gravières, et plus globalement l'extraction de matériaux, peut avoir des impacts notables (tant quantitatifs que qualitatifs) sur les ressources en eau et les milieux aquatiques.

A l'inverse, ces ouvrages peuvent avoir un intérêt en matière de réduction des risques lorsqu'ils sont transformés en ouvrage d'écroulement de crues.

Ainsi, il paraît fondamental que le SRC conduise à éviter autant que possible la création de nouvelles carrières ou gravières dans des zones qui conduiraient à un affleurement de la nappe, afin de réduire à la fois un risque de pollution de cette dernière (suppression de couches géologiques assurant une protection naturelle et conduisant donc à une augmentation de la vulnérabilité) et les phénomènes d'évapotranspiration de l'eau (qui peuvent représenter plusieurs centimètres par jour).

Le SRC pourrait préconiser :

- **d'étudier les possibilités de transformer des anciennes carrières (mais aussi celle venant à être créées) en tant qu'ouvrages d'écroulement de crues** (cf. carrière de Caveirac dans le Gard qui stocke 4 Mm³ – carrière d'Antiquailles qui permettra de stocker à terme 1,5 Mm³ en crue – 2 carrières « LGV » en amont d'Aubord qui stockent 700 000 m³) ;
- **d'étudier les possibilités de transformer d'anciennes gravières en ouvrage de stockage pour la ressource en eau, et à défaut, de mettre en œuvre des actions de renaturation lorsqu'elles sont situées dans le lit majeur des cours d'eau.**

4- En matière d'aménagement et de foncier

Le volet foncier du SRADDET comporte deux objectifs prioritaires :

- Réussir le zéro artificialisation nette (ZAN) à l'échelle régionale à l'horizon 2040 ;
- Pérenniser les ressources nécessaires au développement actuel et futur de la Région.

Le SRADDET incite ainsi les territoires à privilégier la densification des espaces urbanisés existants et à réduire le rythme de consommation des sols, à améliorer la qualité des espaces urbanisés notamment en limitant l'imperméabilisation des sols et en développant la nature en ville, à protéger les terres agricoles et enfin à privilégier une densification et une requalification du foncier économique et logistique existant.

Les territoires devront ainsi adopter une trajectoire de réduction du rythme de consommation des sols, qui sera modulée selon les territoires au regard des objectifs de rééquilibrage régional et cohérente avec les objectifs de production de logements, d'équipements et d'infrastructures selon les prévisions de croissance démographique et économique du territoire.

Selon les termes du décret n°2022-763 du 29 avril 2022 relatif à la nomenclature de l'artificialisation des sols pour la fixation et le suivi des objectifs dans les documents de planification et d'urbanisme, les surfaces naturelles nues (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral), y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation, sont considérées comme non artificialisées.

Pendant la première tranche de 10 ans prévue par l'article 194 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, les objectifs de réduction porteront sur la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Même si l'objectif ZAN ne s'applique pas aux surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation, il serait intéressant d'assurer un suivi en matière d'occupation des sols avec un indicateur de mesure de la superficie des carrières sur la création, l'exploitation et la remise en état.

